

ANSD

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

**AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE**

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL EN 2013

FEVRIER 2016

Directeur Général, Directeur de publication
Aboubacar Sédikh BEYE

Directeur Général Adjoint	Babacar NDIR
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale	Mbaye FAYE
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales P.I.	Papa Ibrahima S. SENE
Directeur du Management de l'Information Statistique	Mamadou NIANG
Directeur de l'Administration Générale et des Ressources Humaines P.I.	Djibril Oumar LY
Agent Comptable Particulier (ACP)	Yatma FALL
Chef de la Cellule de Programmation, d'Harmonisation, de Coordination Statistique et de Coopération Internationale P.I.	Mam Siga NDIAYE

COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION

Seckène SENE, Amadou FALL DIOUF, Mamadou BAH, Mamadou DIENG, El Hadji Malick GUEYE, Alain François DIATTA Atoumane FALL, Abdoulaye Mamadou TALL, Ndeye Aida FAYE TALL, Jean Rodrigue MALOU, Bintou DIACK, Ramlatou DIALLO, Oumar DIOP, Abdoulaye FAYE, Adjibou Oppa BARRY, Ndeye Binta DIEME COLY, Saliou MBENGUE, Thiayédia NDIAYE

COMITE DE REDACTION

0. PRESENTATION DU PAYS	Amadou FALL DIOUF
1. DEMOGRAPHIE	Mahmouh DIOUF
2. MIGRATION INTERNATIONALE	Awa CISSOKO
3. EDUCATION	Adjibou Oppa BARRY
4. EMPLOI	Jean Rodrigue MALOU
5. SANTE	Atoumane FALL
6. JUSTICE	Jean Pierre Diamane BAHOM et Maguette SARR
7. ASSISTANCE SOCIALE	Ndèye Aïda FAYE
8. EAU ET ASSAINISSEMENT	Mamadou AMOUZOU
9. AGRICULTURE	Fodé DIEME
10. ENVIRONNEMENT	Mamadou FAYE
11. ELEVAGE	Modou Ndour FAYE
12. PECHE MARITIME	Woudou DEME
13. TRANSPORT	Bocar KA
14. TOURISME	Adama SECK
15. BTP	Mamadou DAFPE
16. PRODUCTION INDUSTRIELLE	Mamadou WONE
17. INSTITUTIONS FINANCIERES	Malick DIOP
18. COMMERCE EXTERIEUR	El Hadj Oumar SENHOR
19. COMPTES ECONOMIQUES	Mamadou Ngalgou KANE et Adama SECK
20. PRIX A LA CONSOMMATION	El Hadji Malick CISSE et Baba NDIAYE
21. FINANCES PUBLIQUES	Madiaw DIBO
22. CULTURE	Atoumane FALL

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rocade Fann Bel-air Cerf-volant - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

ISSN 0850-1491

Introduction

Le secteur financier est constitué du système bancaire, du système financier décentralisé et des sociétés d'assurance.

Le système bancaire est composé de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), des banques secondaires ou commerciales et des établissements financiers.

La BCEAO est l'institut d'émission commun des huit Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) : ses principales missions incluent l'émission de la monnaie, la gestion de la politique monétaire, l'organisation et la surveillance de l'activité bancaire et l'assistance aux Etats membres.

Les banques de second rang, les établissements financiers et les systèmes financiers décentralisés, communément appelés institutions de dépôts, s'activent principalement dans l'intermédiation financière. Elles contribuent à la collecte de l'épargne et à l'octroi de crédits aux sociétés et particuliers, entre autres. Leurs interventions dans la sphère financière sont supervisées par la BCEAO.

Les sociétés d'assurances, quant à elles, ont pour fonction principale de proposer des prestations et services se rapportant à la survie ou le décès (assurance vie), les accidents, la maladie, le feu ou d'autres formes d'assurances à des unités institutionnelles (assurance dommage ou non vie). Leur activité principale se résume à la mutualisation des risques en garantissant le dédommagement en cas de survenance d'un risque.

Sur le plan financier, l'année 2013 est marquée par la prise de décisions de politique monétaire majeures ayant entraîné une diminution de 0,25 point des taux du guichet de prêt marginal et minimum de soumission aux appels d'offres qui se sont établis respectivement à 3,50% et 2,50% à partir de septembre 2013⁴⁶.

Le taux de financement⁴⁷ (crédit intérieur/PIB) a connu une progression pour s'établir à 34,9% en 2013 contre 31,1% en 2012. Toutefois, il reste encore faible, comparativement au niveau qu'on rencontre dans les pays dits émergents.

Le nombre de banques commerciales et établissements financiers est passé de 21 à 23 (dont 2 établissements financiers) avec l'arrivée de la Banque Nationale pour le Développement Economique (BNDE) et de Orabank. En plus, il est constaté une meilleure décentralisation des institutions financières avec la création d'agences et de bureaux (+2,8%) et l'accroissement du nombre de Guichets Automatiques Bancaires (+2,1%) sur le territoire national.

Les faits marquants pour les systèmes financiers décentralisés (SFD) se résument à la poursuite du plan d'assainissement du secteur avec le retrait d'agrément de certains SFD, notamment les caisses non affiliées. Ainsi, le nombre de SFD est passé à 383 en 2013 contre 405 en 2012, soit une réduction de 5,4%.

Par ailleurs, la valeur ajoutée du secteur a atteint 3,6% du PIB en 2013. L'activité du secteur a été principalement portée par les banques et établissements financiers, d'une part, et par les sociétés de micro finance, d'autre part (soit une contribution de 78,5% pour les banques et établissements financiers et de 12,3% pour les assurances).

Ce chapitre dresse la situation du secteur financier en trois sections. La première analyse la situation monétaire du Sénégal en mettant en évidence l'évolution de la masse monétaire et de ses contreparties. La deuxième porte sur le système financier décentralisé et se focalise sur la situation de l'encours de crédit et de l'épargne des sociétés de micro finance. La troisième présente la situation des sociétés

⁴⁶ Le taux de prêt au guichet a connu en 2013 une première baisse qui avait porté les taux à 3.75 et 2.75%.

⁴⁷ Selon le PSE, le taux de financement de l'économie des pays émergents est 2 ou 3 fois plus élevé que celui du Sénégal.

d'assurances en dissociant celle concernant l'assurance vie et celle de l'assurance dommage.

XVII.1. SITUATION MONETAIRE DU SENEGAL

Une amélioration de la situation monétaire du Sénégal en 2013

La situation monétaire synthétise les statistiques des banques et établissements financiers. Elle présente la situation des avoirs extérieurs nets (AEN), du crédit intérieur composé de la position nette du gouvernement (PNG) et du crédit à l'économie à fin décembre. La masse monétaire est également composée de la circulation fiduciaire et des dépôts.

En fin décembre 2013, les AEN ont fléchi de 2,4% comparativement à la même période de 2012 pour s'établir à 858,5 milliards FCFA. Le crédit intérieur, quant à lui, a augmenté de 323,5 milliards FCFA en fin décembre 2013, soit une évolution relative de 14,4% par rapport à fin décembre 2012. Globalement, la masse monétaire a progressé en fin décembre 2013 de 8,0%, par rapport à fin décembre 2012, pour s'établir à 3 127,2 milliards FCFA.

Tableau 17.1 : Evolution des agrégats de la situation monétaire en 2013

AGRÉGATS (en milliards FCFA)	DEC.2011	DEC.2012	DEC.2013	Croissance
	définitif	définitif	provisoire	2013/2012
AVOIRS EXTER.NETS	864,9	879,4	858,5	-2,4%
• B.C.E.A.O.	726,2	775,5	764,3	-1,5%
• Banques	138,7	103,9	94,2	-9,3%
CREDIT INTERIEUR	2 122,3	2 241,9	2 565,4	14,4%
• P.N.G.	169,3	101,1	151,1	49,4%
• Crédits à l'économie	1 953,0	2 140,8	2 414,3	12,8%
ACTIF = PASSIF	2 987,1	3 121,3	3 423,8	9,7%
MASSE MONETAIRE	2 712,7	2 896,9	3 127,2	8,0%
• Circulation fiduciaire	589,4	586,7	619,9	5,7%
• Dépôts	2 123,3	2 310,1	2 508,3	8,6%
o Dépôts en banques	2 115,4	2 302,2	2 499,3	8,6%
o Dépôts en CCP	7,9	7,9	7,9	0,0%
o Dépôts en CNE	-	-	1,0	
AUTRES ELEMENTS NETS	274,4	224,5	296,7	32,2%

Source : BCEAO

La suite de cette section examine l'évolution des différentes composantes de la situation monétaire.

XVII.1.1. LEGER REPLI DES AVOIRS EXTERIEURS NETS A FIN DECEMBRE 2013

Les avoirs extérieurs bruts des institutions monétaires se sont bonifiés de 52,1 milliards en fin décembre 2013 pour s'établir à 1534,3 milliards FCFA contre 1482,2 milliards FCFA en 2012, soit une augmentation de 3,5% en termes relatifs (cf. annexe). Cette amélioration est imputable à une majoration de (+3,3%) des avoirs extérieurs bruts de la Banque Centrale combinée à une hausse de 4,1% de ceux détenus par les autres banques. Cette évolution des avoirs extérieurs bruts de la Banque Centrale est essentiellement liée à l'accroissement de 4,3% de la position créditrice au titre des disponibilités extérieures. D'un autre côté, le résultat de la bonne tenue des avoirs extérieurs bruts des autres banques (+4,1%) est à mettre au compte de l'amélioration de 10,3% des avoirs extérieurs bruts des banques et correspondants.

En revanche, les engagements extérieurs se sont accru plus rapidement que les avoirs extérieurs bruts. Ils ont été majorés de 73,1 milliards FCFA pour s'établir à 675,9 milliards. Cette hausse par rapport à 2012 est consécutive à une progression de 8,2% des engagements des autres banques liée à un regain de dynamisme des engagements à court terme (+9,5%). La progression pourrait être également imputée à l'augmentation des engagements extérieurs de la Banque Centrale (+17,4%).

En définitive, les avoirs extérieurs nets se sont établis à 858,5 milliards FCFA à fin décembre 2013, soit une contraction de 2,4% par rapport à fin décembre 2012. Ils sont constitués de 89,0% d'avoirs de la BCEAO et de 11,0% d'avoirs détenus par les autres banques.

XVII.1.2. HAUSSE DU CREDIT INTERIEUR A FIN DECEMBRE 2013

Le crédit intérieur a augmenté de 14,4% pour s'établir à 2 565,4 milliards FCFA en fin décembre 2013. Cette hausse est consécutive à l'augmentation du crédit à l'économie de 12,8% et à l'amélioration de la position nette du gouvernement (PNG) de 49,4% à fin décembre 2013.

Le crédit à l'économie est constitué, en 2013, de 52,4% de crédits à court terme et de 47,6% de crédits à moyen et long terme. Il a bénéficié de l'appréciation de ses composantes, respectivement, de 15,3% et 10,1% à fin décembre 2013 par rapport à la même période de 2012, pour s'établir à 2 414,3 milliards FCFA.

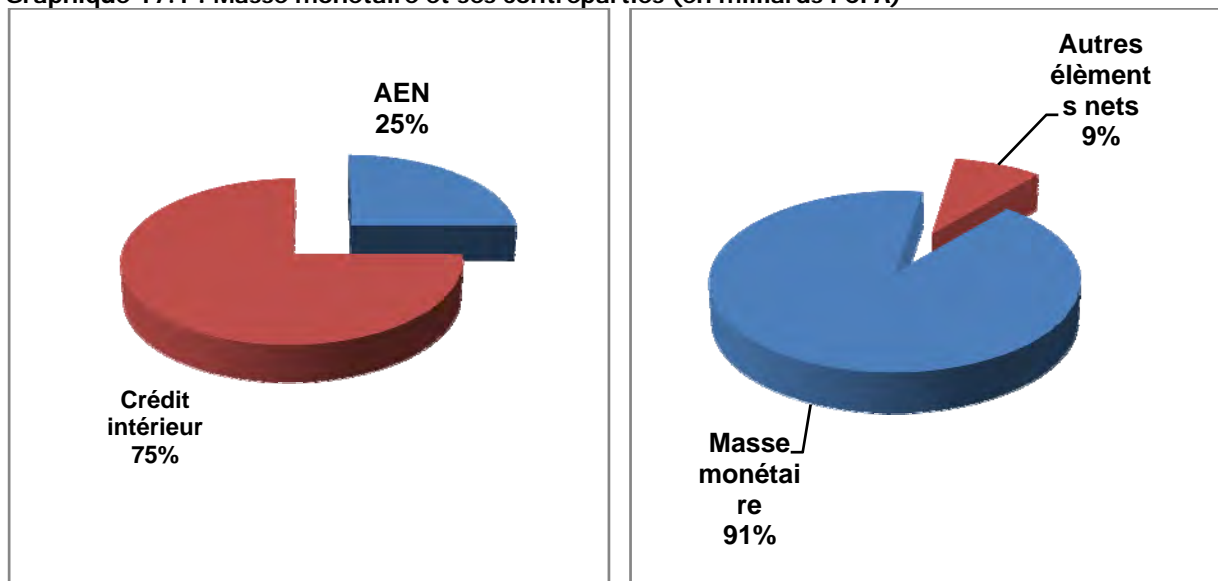
Dans le même temps, la PNG a été portée à 151,1 milliards FCFA à fin décembre 2013 contre 101,1 milliards FCFA en fin décembre 2012, traduisant ainsi une hausse de 49,5%. Cette progression est la résultante d'une diminution des dépôts à la Banque Centrale de 31,8% et dans les banques de 8,1% (créances).

XVII.1.3. AUGMENTATION DE LA MASSE MONETAIRE

L'examen de la composition de la masse monétaire à fin décembre 2013 révèle qu'elle est principalement constituée de la disponibilité monétaire de 63,5% et de 36,5% de dépôts à terme. Les dépôts en banques représentent 79,9% de la masse monétaire. Pour leur part, la circulation fiduciaire et les dépôts en Comptes Chèques postaux (C.C.P) représentent respectivement 19,8% et 0,25% de la masse monétaire.

Sous l'effet d'une hausse concomitante des dépôts à vue en banques⁴⁸ de 14,8% et de la circulation fiduciaire de 5,7%, la masse monétaire s'est revigorée de 8,0% en fin décembre 2013 pour s'établir à 3 127,2 milliards FCFA contre 2 896,9 milliards FCFA en fin décembre 2012.

Graphique 17.1 : Masse monétaire et ses contreparties (en milliards FCFA)



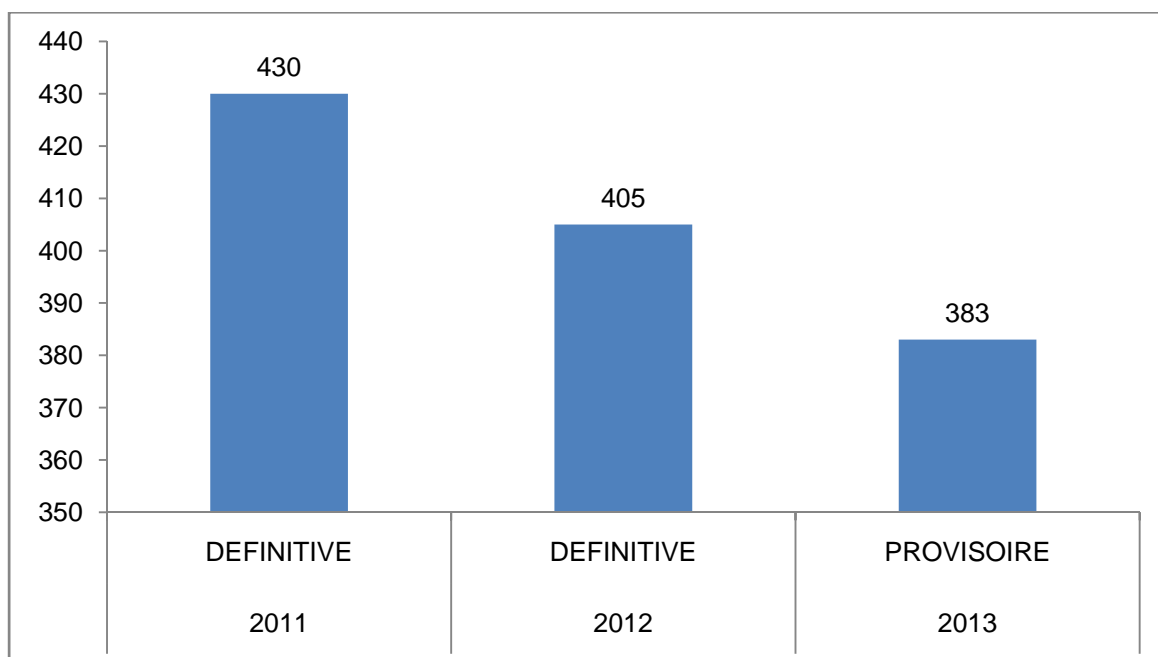
⁴⁸ Ces dépôts sont constitués principalement de dépôts émanant des entreprises privées),

XVII.2. ANALYSE DE LA SITUATION DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES (SFD)

XVII.2.1. DIMINUTION DU NOMBRE DE SFD

Le nombre de SFD s'est établi à 383 en 2013 contre 405 en 2012, soit une baisse relative de 5,4%. Ce repli est imputable au retrait d'agrément des mutuelles d'épargne et de crédit, suite à la mise en œuvre du plan d'assainissement de la micro finance entamée depuis 2010 par la Direction de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes Financiers Décentralisés (DRS-SFD).

Graphique 17.2 : Evolution du nombre de SFD entre 2011 et 2013



Par ailleurs, il faut relever l'augmentation du nombre de sociétaires de 8,9% qui s'est établi à 1 947 494 en 2013 dont 52,6% sont de sexe masculin.

En dépit du plan d'assainissement mis en oeuvre, le nombre de points de vente (composés des agences et des guichets) a connu une augmentation de 6,6%. Ce qui témoigne de la dynamique du secteur de la micro finance.

XVII.2.2. ACCROISSEMENT DES ENCOURS DE CREDIT ET D'EPARGNE

L'encours de crédit a connu une hausse de 2,8% en 2013 par rapport à son niveau de 2012 : en outre, il s'est établi à 235,3 milliards en 2013 contre 229,0 milliards l'année d'avant. Ce résultat est consécutif principalement au relèvement de 4,1% du

crédit à court terme qui représente, par ailleurs, 35,6% de l'encours. Toutefois, cette hausse est atténuée par une contraction du crédit à moyen terme de 0,5%, cette composante contribuant à 32,3% de l'encours du crédit.

S'agissant de l'encours d'épargne collectée par les SFD, il a enregistré une hausse de 11,1% en 2013. Cette augmentation résulte de l'accroissement des dépôts à vue des clients, des dépôts à terme et des autres types de dépôts qui ont contribué à l'encours des crédits en 2013 pour respectivement 37,9%, 23,5% et 38,6%..

En revanche, les emprunts des SFD ont fléchi de 11,0% sous l'effet de la baisse des emprunts à court à terme de 83,4%. Cette chute a été toutefois atténuée par un accroissement des emprunts à moyen et long terme de l'ordre de 15,7%.

Tableau 17.2 : Encours de crédit et d'épargne entre 2010 et 2012 des SFD (en milliards FCFA)

Indicateurs	2011	2012	2013	variation
	<i>DEFINITIVE</i>	<i>DEFINITIVE</i>	<i>PROVISOIRE</i>	<i>2013/2012</i>
Encours de crédit	214,8	229,0	235,3	2,8%
<i>Court terme</i>	<i>78,0</i>	<i>80,5</i>	<i>83,8</i>	<i>4,1%</i>
<i>Moyen terme</i>	<i>67,2</i>	<i>76,3</i>	<i>75,9</i>	<i>-0,5%</i>
<i>Long terme</i>	<i>60,7</i>	<i>60,5</i>	<i>63,5</i>	<i>4,9%</i>
<i>Crédits en souffrance</i>	<i>8,9</i>	<i>11,6</i>	<i>12,1</i>	<i>3,8%</i>
Encours d'épargne	164,3	177,3	196,9	11,1%
<i>Dépôts à vue</i>	<i>63,7</i>	<i>66,8</i>	<i>74,7</i>	<i>11,8%</i>
<i>Dépôts à terme</i>	<i>32,8</i>	<i>40,4</i>	<i>46,3</i>	<i>14,7%</i>
<i>Autres dépôts</i>	<i>67,8</i>	<i>70,1</i>	<i>75,9</i>	<i>8,3%</i>
Emprunts des SFD	40,8	49,1	43,7	-11,0%
<i>Court terme</i>	<i>2,6</i>	<i>13,2</i>	<i>2,2</i>	<i>-83,4%</i>
<i>Moyen et long terme</i>	<i>38,3</i>	<i>35,9</i>	<i>41,5</i>	<i>15,7%</i>

Source : DRS/SFD

XVII.3. ANALYSE DE LA SITUATION DES ASSURANCES

En 2013, il a été dénombré en tout 24 compagnies d'assurances, soit une unité en plus, comparativement à 2012. Le secteur est composé de seize (16) sociétés d'assurances dommages (IARD), représentant 66,7% de l'effectif des assurances) et de huit (8) sociétés d'assurances vie.

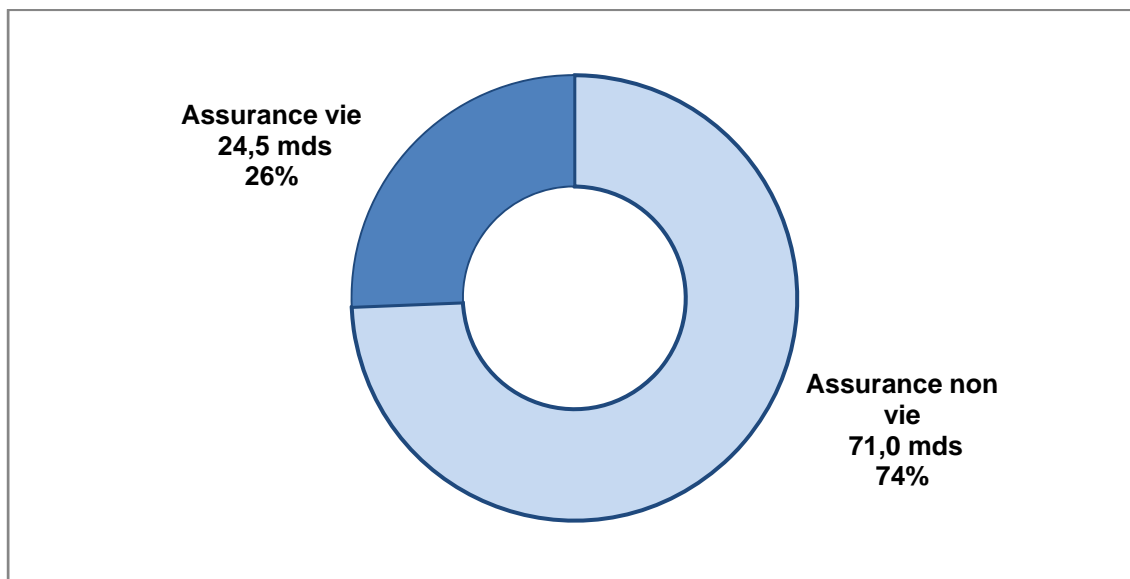
Tableau 17.3 : Evolution du nombre de compagnie d'assurance

Société d'assurances	2012	2013
Assurance non vie	16	16
Assurance vie	7	8
Total	23	24

Source : Direction des assurances (DA)

Après une contraction de son activité en 2012, le secteur des assurances a connu un regain d'activité en 2013 : cette reprise s'est matérialisée par une augmentation de son chiffre d'affaires de 4,3% par rapport à 2012, ce qui lui permet de s'établir à 95,5 milliards FCFA en 2013 contre 91,6 milliards FCFA en 2012. Cette hausse est imputable à la progression simultanée du chiffre d'affaires de l'assurance vie (15,1%) et de l'assurance dommage (1,0%). Le chiffre d'affaires de cette dernière représentant 74,4% du chiffre d'affaires global en 2013.

Graphique 17.3 : Répartition du chiffre d'affaire des compagnies d'assurance en 2013



Source : DA

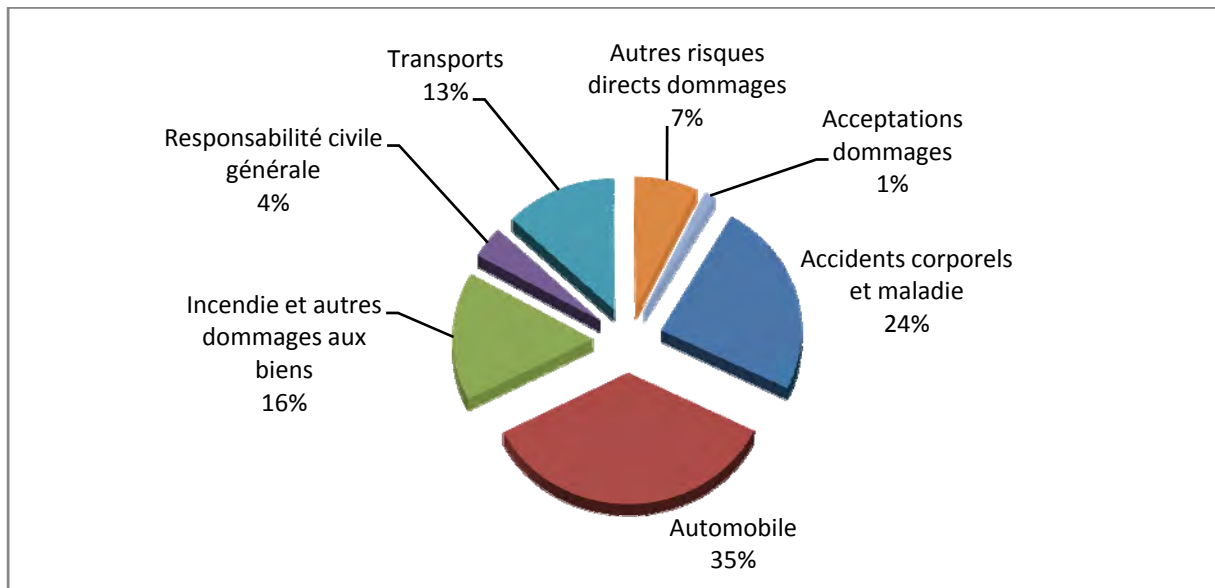
XVII.3.1. ASSURANCE NON VIE

En 2013, le chiffre d'affaires de l'assurance dommage⁴⁹ est principalement constitué de celui produit par les sections de l'assurance « automobile » (35,2%), de l'assurance « accidents corporels et maladie » (23,0%), de l'assurance « incendie et autres dommages aux biens » (15,8%) et de l'assurance « transport » (12,8%).

Le chiffre d'affaires des sociétés d'assurances dommage a progressé de 1,0% pour s'établir à 71,0 milliards FCFA. Ce résultat est provient d'une augmentation de 23,0% du chiffre d'affaires des accidents corporels et maladie et d'une hausse de 0,9% de celui de l'automobile. Il est, toutefois, amoindri par les contractions des chiffres d'affaires de l'assurance incendie et autres dommages aux biens de -5,4% et de l'assurance transports de -16,4%.

⁴⁹ Appelée aussi assurance incendie, accidents et risques divers (assurance IARD)

Graphique 17.4 : Répartition du chiffre d'affaire de l'assurance dommage en 2013 (N=71 milliards)



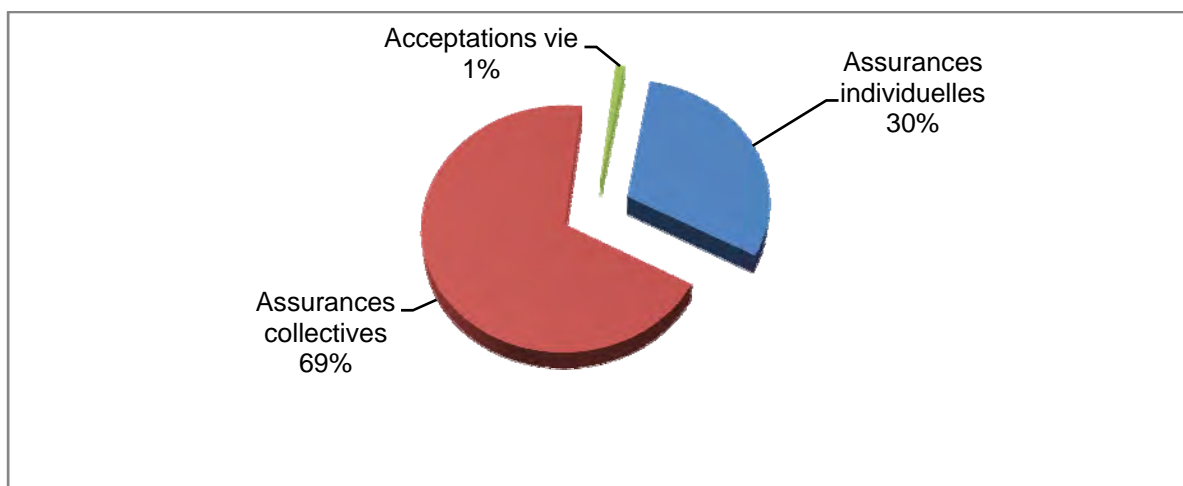
Source : DA

XVII.3.2. ASSURANCES VIE

Constituant 25,6% du chiffre d'affaires global du secteur en 2013, le sous secteur "assurance vie" est principalement composé de l'assurance collective qui représente les 68,9%, de l'assurance individuelle (30,1%) et des acceptations de la vie (1,0%).

Par rapport à l'année 2012, le chiffre d'affaires du sous secteur a progressé de 15,1% pour s'établir à 24,5 milliards FCFA en 2013. Cette amélioration est consécutive à une hausse de 21,8% du chiffre d'affaires de l'assurance collective due à la bonification de l'épargne de 47,3% et de l'assurance individuelle de 2,7%. Elle est amoindrie par une contraction de 5,8% des acceptations vie.

Graphique 17.5 : Répartition du chiffre d'affaire de l'assurance vie en 2013 par catégorie



Conclusion

L'analyse de la situation des institutions financières en 2013 a mis en évidence une amélioration de la situation monétaire des banques et établissements financiers et des systèmes financiers décentralisés ainsi qu'une reprise de l'activité des assurances.

En ce qui concerne la situation monétaire, il est à noter que les avoirs extérieurs nets ont fléchi de 2,4% par rapport à leur niveau de 2012. Le crédit intérieur a, quant à lui, connu une hausse de 14,4% dans la même période. En lien avec ces contreparties, la masse monétaire s'est consolidée de 8,0% pour s'établir à 3127,2 milliards FCFA sur la période sous revue.

Le secteur des SFD a été marqué par un recul de 5,4% de leurs effectifs en 2013. Toutefois, les encours de crédits et d'épargne sont ressortis à la hausse, en liaison avec l'augmentation des crédits à court terme et des autres dépôts.

Le secteur des assurances a connu une hausse de son chiffre d'affaires de 4,3% sous l'effet d'une augmentation des chiffres d'affaires de la branche « assurance dommage » et de celle de « l'assurance vie ». Le comportement de l'assurance dommage étant lui-même lié à la hausse du chiffre d'affaires de la section « accidents corporels et maladie ». La section « assurance vie », quant à elle, s'est revigorée en 2013 avec un chiffre d'affaires appréciable, soit 24,5 milliards FCFA.